



LÉGATION DE SUISSE  
AU MEXIQUE

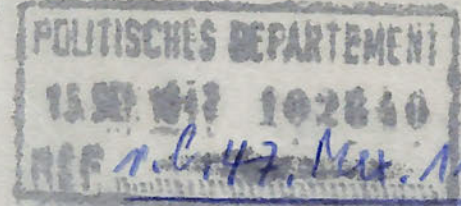
MEXICO, le 2 septembre 1947.

~~2a-Calle de Londres-12~~

Case postale 1027

Téléphone: Ericsson 11-05-82

V.B.2.b. UE.  
NOTRE  
RÉFÉRENCE: VOTRE R.C.47.Mex.111. NT.



Monsieur le Chef de Division,

En me référant à vos lettres des 23 avril, 7 mai et 2 juin, j'ai l'honneur de vous adresser la documentation et les renseignements suivants concernant la conclusion de l'accord financier daté du 30 août, qui met fin aux réclamations de la "Mexican Eagle" et aux pourparlers engagés par les gouvernements intéressés consécutivement à l'expropriation des biens que possédaient cette entreprise et les sociétés affiliées.

Comme mon télégramme du 1er septembre vous l'apprenait, la nouvelle de la conclusion de cet accord fut rendue publique par le Président du Mexique lui-même au cours de la lecture de son message qui prélude traditionnellement à la réouverture du Congrès mexicain.

Le silence qui entoura ces pourparlers fut hermétiquement gardé jusqu'à la fin. Je savais que l'Ambassade britannique et l'agent de la Mexican Eagle, M. Davidson, étaient loin de demeurer inactifs. Quelques journaux, tel le "Financial Times" de Londres, sauf erreur, avaient annoncé en termes vagues la reprise des pourparlers. Il était impossible d'obtenir cependant le moindre renseignement positif. L'Ambassadeur britannique esquiva habilement toutes les demandes de renseignements que je lui adressai, en se bornant à me répondre que les dispositions favorables que montrait le Gouvernement du Président Aleman permettait d'attendre avec confiance l'évolution des événements.

La nouvelle, proclamée par le Président devant le parlement réuni et en présence du Corps diplomatique, fut la grosse surprise de la journée. A la sortie du Parlement, je m'entretins brièvement avec l'agent et négociateur de la "Mexican Eagle", M. I.D. Davidson, qui, entre autres déclarations, me dit: "Je regrette de n'avoir pu vous renseigner avec anticipation sur l'état des choses, mais nous nous étions engagé à garder le silence par serment".

Contentieux, Affaires Financières  
et Communications,  
Département Politique Fédéral,

B e r n e .

16. Sept. 1947 Sch

Dodis



LI 16. Sept. 1947



-2-

Cette précaution n'était que trop justifiée. En effet, on attribue généralement l'échec des pourparlers précédents (consécutifs à l'accord du 7 février 1946) à l'intervention intempestive et maladroite de la presse tant en Angleterre qu'au Mexique.

Il convient d'ajouter que la conclusion du présent accord ou d'un accord aussi favorable eût été difficilement concevable sous le régime du président antérieur. Le mérite de l'arrangement, qui met fin à bientôt dix ans de réclamations, de pourparlers et de discussions acrimonieuses (suivies de rupture diplomatique de la part de l'Angleterre) revient surtout au Gouvernement plus sagace, plus habile et plus détaché de l'idéologie révolutionnaire qui dirige aujourd'hui le Mexique.

Accompagné de l'Ambassadeur de France, j'ai rendu visite dans l'après-midi à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne, qui nous a remis le texte (en anglais) de l'accord tout en nous fournissant des renseignements intéressants sur les développements qui précédèrent la signature de l'arrangement financier. M. Bateman nous apprit que, dès qu'il apparut que le Gouvernement mexicain était bien résolu à faire droit une fois pour toutes aux réclamations dont il était saisi et qu'en définitive les questions demeurées en suspens étaient d'ordre "comptable" et de caractère "mathématique", les autorités anglaises, à la suggestion de leur Ambassade, acceptèrent de se retirer pour laisser au trust lui-même le soin de terminer et de conclure l'accord. L'Ambassadeur britannique juge l'accord comme étant très favorable du point de vue financier et mon entretien avec lui me laisse même l'impression que les milieux anglais ne s'étaient guère attendu à recouvrer le montant que leur concède l'accord du 30 août.

Après mon entrevue à l'Ambassade britannique, je me suis rendu au Ministère des Affaires Etrangères, où j'avais été convoqué avec l'Ambassadeur de France aussi. Le Sous-Secrétaire du Ministère (en l'absence du Secrétaire qui se trouve à Rio de Janeiro) nous remit des notes indentiques et datées du 30 août, accompagnant le texte (en espagnol) de la convention, documentation que je vous transmets sous ce pli et en duplicata. La note du Ministère nous apporte l'assurance que j'avais été chargé de solliciter, à savoir que l'"exécution loyale de la convention par les deux parties procurera aux actionnaires suisses, à l'égal de tous les autres actionnaires de la "Mexican Eagle", leur part juste et équitable de l'indemnisation". J'ajouterai que cette assurance nous avait été déjà donnée verbalement tant à l'Ambassadeur de France qu'à



-3-

moi-même, de telle sorte que nous n'avions, à aucun moment, partagé les appréhensions qui paraissaient exister en Suisse et en France à ce sujet.

L'accord se présente sous une forme fort peu compliquée et qui n'appelle guère de commentaires. Le Gouvernement mexicain s'engage à verser au trust de la Mexican Eagle la somme de 81.250.000 dollars américains, majorée d'un intérêt de retard à 3 % par an courant du 18 mars 1938 au 18 septembre 1948, date de la première échéance. Les versements, par quotas égales, s'échelonnent sur une période de quinze ans et entraîneront le paiement d'un intérêt additionnel, de 3 % également, calculé sur le solde à payer. La convention prend soin de spécifier que le montant de chaque annuité se chiffrera par 8.689.257 dollars et 85 cents ce qui représentera un total, à l'acquittement de la dernière annuité, de 130 millions de dollars en chiffres ronds. Le domicile de paiement sera l'Irving Trust, à New York. L'accord devra être ratifié par le parlement, formalité que mes informateurs donnent pour obtenue d'avance.

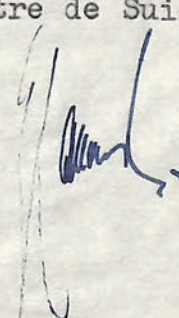
Le point le plus faible de la convention, à mon avis, réside dans l'échelonnement des paiements sur une large période et en l'absence de garantie financière renforçant l'exécution de ces obligations. Personne ne peut prévoir quelle attitude adoptera un futur gouvernement mexicain, encore qu'un optimisme raisonnable paraisse justifié à l'égard de ce pays qui sort enfin du chaos créé par la révolution et qui bénéficie, sous de multiples rapports, de l'influence toute voisine des Etats-Unis.

En réponse à la note du Ministère des Affaires Etrangères en date du 30 août (voir annexe), je me propose de lui adresser une communication dans laquelle j'exprimerai la satisfaction personnelle que me causent l'événement et l'assurance reçue, en attendant d'être en mesure de transmettre vos propres déclarations à ce département.

Veillez agréer, Monsieur le Chef de Division, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre de Suisse:

Annexes.





Es copia.

SECRETARIA DE RELACIONES EXTERIORES  
MEXICO

México, D.F., 30 de agosto de 1947.

Señor Ministro:

Con relación a las conversaciones previas que Vuestra Excelencia ha tenido en esta Secretaría, respecto a la indemnización que debe ser pagada, por el Gobierno de México, a los ciudadanos suizos que fueron afectados, con relación a ciertas propiedades de la industria del petróleo en los Estados Unidos Mexicanos, por actos de expropiación o de otra manera, en sus propiedades, derechos e intereses, con posterioridad al 17 de marzo de 1938, tengo el honor de informar a Vuestra Excelencia que el Gobierno de México celebró hoy, con la Compañía Mexicana de Petróleo "El Aguila", S.A., y sus afiliadas el Convenio del cual me es grato adjuntar una copia.

La cabal ejecución del Convenio por ambas partes asegura que los accionistas suizos de la Compañía Mexicana de Petróleo "El Aguila", S.A., al igual que los otros accionistas de la Compañía, recibirán justa y equitativa indemnización. Por tanto, el Gobierno de México considera que la realización del Convenio y el pago de las anualidades convenidas satisfarán los deseos del Gobierno de Suiza en lo que atañe a los intereses de los accionistas suizos de la Compañía.

Reitero a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(firmado) Manuel Tello

Excelentísimo señor Doctor Gaston Jaccard,  
Enviado Extraordinario y Ministro  
Plenipotenciario de Suiza.  
Ciudad.



Es copia

## SECRETARIA DE RELACIONES EXTERIORES

## MEXICO

CONVENIO que celebran, por una parte, el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, que en adelante se denominará "el Gobierno", representado en este acto por los CC. Licenciado Ramón Beteta, Secretario de Estado y del Despacho de Hacienda y Crédito Público; Antonio Ruiz Galindo, Secretario de Economía, y Licenciado Alfonso Caso, Secretario de Bienes Nacionales e Inspección Administrativa, debidamente autorizados por acuerdo del C. Presidente de la República para otorgar y suscribir este Convenio; y, por la otra parte, las siguientes Compañías: Compañía Mexicana de Petróleo "El Aguila", S.A., Compañía Naviera "San Cristobal", S.A., Compañía Naviera "San Ricardo", S.A., Compañía de Terrenos del Golfo S.C.P.A., Compañía Consolidada de Fincas Urbanas S.C.P.A., Compañía Agrícola y Colonizadora Veracruzana, S.A., Compañía de Comercio, Inversiones e Industria, S.A., Compañía Petrolera de Palma Sola-Furbero, S.A., United Oils Production Co., S.A., P. J. Jonker, S. en C. Sucrs. y Rafael Ortega, S. en C. Sucr., que en el curso de este Convenio serán designadas como "las Compañías", representadas por su apoderado debidamente acreditado, señor I. D. Davidson.

## DECLARACIONES

1.- Como consecuencia del Decreto Expropiatorio expedido el 18 de marzo de 1938 por el C. Presidente de la República, en uso de la facultad que al Ejecutivo Federal confieren la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos y la Ley de Expropiación de 23 de noviembre de 1936, "el Gobierno ocupó y se encuentra en posesión de bienes muebles e inmuebles pertenecientes a "las Compañías".



-2-

2.- Estando dentro del plazo que para el pago de la indemnización correspondiente fijan el Artículo 20 de la Ley de Expropiación de 23 de noviembre de 1936 y el Artículo 3o. del Decreto Expropiatorio de 18 de marzo de 1938, ambas partes han convenido expresamente en que dicho pago se efectúe en el plazo y condiciones que en este Convenio se establecen.

3.- Para la determinación del valor de los bienes que son materia de la indemnización a que este Convenio se refiere, y para fijar la cantidad que "el Gobierno" deberá pagar a "las Compañías" por tal concepto, se efectuaron los estudios, inventarios y avalúos de todos esos bienes, así como la depuración de las reclamaciones que recíprocamente se han hecho "el Gobierno" y "las Compañías", y las de carácter privado en contra de éstas.

4.- "El Gobierno", con el propósito de llegar a una solución satisfactoria para ambas partes, ha procurado que la indemnización que deba pagar por los bienes a "las Compañías" sea, dentro del mandato constitucional, justa y equitativa.

En virtud de lo expuesto, ambas partes celebran el presente Convenio que consignan en las siguientes

#### C L A U S U L A S

PRIMERA.- "El Gobierno", en compensación por los bienes, derechos e intereses de "las Compañías", afectados como consecuencia del Decreto de 18 de marzo de 1938, les pagará la suma de Dls. 81.250.000.00 (Ochenta y un millones, doscientos cincuenta mil dólares 00/100), moneda de los Estados Unidos de Norteamérica, más réditos en la misma moneda, computados a razón de 3% (tres por ciento) anual, del 18 de marzo de 1938 al 18 de septiembre de 1948.



SEGUNDA.- La cantidad estipulada en la cláusula anterior como importe de la compensación, será pagada por "el Gobierno" a "las Compañías" en quince anualidades iguales a partir del 18 de septiembre de 1948, en que se cubrirá la primera, y las demás en igual fecha de cada año hasta el 18 de septiembre de 1962, correspondiendo a cada anualidad la cantidad de Dls. 8.689.257.85 (Ocho millones, seiscientos ochenta y nueve mil, doscientos cincuenta y siete dólares 85/100), moneda de los Estados Unidos de Norteamérica, en la que se incluyen intereses a razón de 3 % (tres por ciento) anual sobre saldos insolutos, computados del 18 de septiembre de 1948 a igual fecha de 1962.

TERCERA.- El pago de cada una de las anualidades de que se habla en la cláusula anterior, será hecho por "el Gobierno" en la ciudad de Nueva York a la Irving Trust, Company, con oficinas en el número 1 de la calle Wall, que en este acto designan "las Compañías" como agente suyo para recibir esos pagos. "Las Compañías" designan como su representante común para recibir del agente el monto de los pagos hechos por "el Gobierno", a la Compañía Mexicana de Petróleo "El Aguila", S.A., la que también queda autorizada para revocar la designación de dicho agente y nombrar sustituto, en cuyo caso la nueva designación deberá ser notificada con toda oportunidad por la Compañía Mexicana de Petróleo "El Aguila", S.A. al C. Secretario de Estado y del Despacho de Hacienda y Crédito Público.

CUARTA.- La suma total que "el Gobierno" pagará a "las Compañías" en la forma establecida en las cláusulas anteriores, no será objeto de deducciones por concepto de impuestos de cualquier especie o reclamaciones de cualquier género, y los gastos, impuestos y erogaciones que causen



este Convenio y su ejecución, serán por cuenta exclusiva de "el Gobierno". Esa suma total y el cumplimiento de las demás obligaciones y liberaciones que en este Convenio se impone "el Gobierno" en favor de "las Compañías", constituirán el pago y la liquidación total y definitiva de todas las reclamaciones en contra del propio Gobierno o de cualquiera de sus Dependencias, por parte de "las Compañías".

En consecuencia, "las Compañías" renuncian a todo derecho y reclamación respecto de todos los bienes, derechos e intereses que les pertenecieron y que fueron afectados por la aplicación del Decreto Expropiatorio de 18 de marzo de 1938, y que constan en los inventarios y avalúos que se practicaron con tal motivo, bienes de los cuales tomó posesión "el Gobierno" en virtud de dicha expropiación.

QUINTA.- Ambas partes convienen expresamente en que la compensación estipulada en el presente Convenio y la correlativa renuncia de "las Compañías" a todo derecho y reclamación, comprenden no sólo los bienes de que "el Gobierno" ha tomado posesión material hasta la fecha, sino también cualesquiera otros bienes inmuebles y muebles, pertenecientes a las mismas Compañías, que aún estén pendientes de ser ocupados, con excepción de valores, acciones y títulos de crédito.

SEXTA.- "El Gobierno" exonera a "las Compañías" de todas las obligaciones que tenga o pueda tener derecho a exigirles, incluyendo impuestos y derechos fiscales no pagados, y los desembolsos hechos por "el Gobierno" o que el mismo haya aceptado hacer a nombre de "las Compañías" por conducto de "Petróleos Mexicanos". "El Gobierno" asume asimismo la obligación de satisfacer y liquidar las reclamaciones de carácter privado en contra de "las Compañías", que hayan sido o sean consideradas procedentes por los Tribunales Mexicanos, Administrativos, Judiciales o del Tra-



bajo, y que provengan de operaciones efectuadas dentro de la República hasta el 18 de marzo de 1938. Al efecto, "el Gobierno" dará los pasos necesarios para substituirse en lugar de cualquiera de "las Compañías" que haya sido o sea demandada ante dichos Tribunales, en el concepto de que "las Compañías" quedan obligadas a proporcionar al representante jurídico de "el Gobierno" todos los informes y antecedentes que pudieran tener para la defensa de los negocios en trámite ante los Tribunales de la República, de cualquiera naturaleza, o que pudieran presentarse ante ellos.

SEPTIMA.- "El Gobierno" se da por recibido de los documentos y títulos de propiedad respecto a los bienes, derechos e intereses que son materia de este Convenio, que se encuentren actualmente en poder de "Petróleos Mexicanos"; obligándose "las Compañías" a entregar al propio Gobierno o a "Petróleos Mexicanos" los demás documentos que obren en su poder, relacionados con los bienes, derechos e intereses materia de este Convenio.

OCTAVA.- "El Gobierno" devolverá a "las Compañías", al entrar en vigor este Convenio, los títulos y certificados de acciones de la Compañía Mexicana de Petróleo "El Aguila", S.A., que estaban depositados para garantizar la gestión de los Consejeros, así como todos los títulos y certificados de acciones de las demás Empresas que se relacionan en el preámbulo de este Convenio, que estén en poder de "Petróleos Mexicanos"; los libros de Actas, de Contabilidad, de Registro de Acciones de "las Compañías", y los documentos y archivos de las mismas que el propio Gobierno no crea indispensable conservar. En todo caso, "las Compañías" tendrán acceso a estos últimos documentos y archivos.

NOVENA.- Como resultado de la celebración del presente Convenio, "las Compañías" se obligan a desistirse de todos los juicios de amparo que hayan promovido contra



el Decreto Expropiatorio de 18 de marzo de 1938 y sus consecuencias, que se encuentren pendientes de fallo ante los Tribunales Federales. Si transcurriere el término de treinta días hábiles, contados a partir de la fecha en que este Convenio sea ratificado por el Congreso de la Unión de los Estados Unidos Mexicanos, sin que "las Compañías" hubieren cumplido con la obligación anterior, las mismas facultan expresamente y en este acto a "el Gobierno" para que por los conductos legales promueva ante los respectivos Tribunales el sobreseimiento de dichos juicios.

DECIMA.- El presente Convenio se someterá para su ratificación al Congreso de la Unión de los Estados Unidos Mexicanos, previa aprobación del C. Presidente de la República, y entrará en vigor al día siguiente de la fecha de dicha ratificación.

EN FE DE LO CUAL, los comparecientes firman este Convenio, por duplicado, de su puño y letra, en la ciudad de México, D.F., el día veintinueve de agosto del año de mil novecientos cuarenta y siete, quedando un ejemplar en poder de "el Gobierno" y otro en poder del apoderado de "las Compañías".

POR EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS:  
El Secretario de Estado y del Despacho de Hacienda y Crédito Público, Lic. Ramón Beteta; el Secretario de Estado y del Despacho de Economía, Antonio Ruiz Galindo; el Secretario de Estado y del Despacho de Bienes Nacionales e Inspección Administrativa, Lic. Alfonso Caso.

POR LAS COMPAÑIAS; I. D. Davidson.-

EL PRESIDENTE CONSTITUCIONAL DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS: Miguel Alemán.